

Embargo: 15.01.2016, 19.00 heures

La Suisse sur la voie vers la dictature

Discours de l'Albisgüetli du 15 janvier 2016, prononcé à l'occasion du 28^e Congrès de l'Albisgüetli de l'UDC du canton de Zurich au stand de tir Albisgüetli à Zurich

**par Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral,
anc. conseiller national**

La version écrite et la version orale du discours font foi. L'orateur se réserve le droit de s'écarter sensiblement du manuscrit.

www.blocher.ch - www.svp.ch - www.svp-zuerich.ch

L'enregistrement vidéo du discours sera mis en ligne samedi, 16 janvier 2016 à 11 heures sur le site internet www.blocher.ch.

Table des matières

La Suisse sur la voie vers la dictature

I.	Salutations.....	3
II.	Echos du quotidien politique.....	4
III.	Allocution du Président de la Confédération.....	8
IV.	Que penses-tu de l'économie de marché libre?.....	14
V.	La voie vers la dictature.....	15
VI.	Et la science?.....	19
VII.	L'UDC défend les droits populaires.....	22
VIII.	Mise en garde devant l'exubérance.....	23

Discours de l'Albisgüetli 2016

I. Salutations

Monsieur le Président,

Monsieur le Président de la Confédération,

Monsieur le Conseiller fédéral,

Madame la Présidente du Canton,

Monsieur le Président du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Conseillères d'Etat,

Monsieur le Président de l'UDC Suisse,

Monsieur le Vice-Président du groupe parlementaire de l'UDC Suisse,

Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux de nombreux cantons,

Mesdames et Messieurs les Députés au Grand Conseil de nombreux cantons,

Mesdames et Messieurs les Présidents de commune et Conseillers communaux,

Juges fédéraux, Juges cantonaux, Juges de district et Procureurs généraux,

Messieurs les Brigadiers,

Chers Membres, Amis et Hôtes de l'UDC Zurich,

Mesdames et Messieurs,

Discours de l'Albisgüetli 2016

Vous êtes venus à une manifestation politique traditionnelle et unique en Suisse où la coutume veut que l'on fasse le **point de la situation politique** au début de l'année.

Il s'agit, d'une part, de faire le point de la situation dans la **perspective de l'UDC**. L'UDC prend parti pour la Suisse – son point de vue est donc forcément partisan.

Il s'agit, d'autre part, de faire le point de la situation dans la **perspective du gouvernement suisse**, soit dans celle du président ou de la présidente de la Confédération en exercice – s'il ou si elle a eu le courage de venir.

Vous, Monsieur le Président de la Confédération Schneider-Ammann, vous avez eu ce courage. **J'y vois un bon présage pour votre année présidentielle 2016. Nous vous remercions d'être venu.**

Je peux vous assurer, Monsieur le Président de la Confédération, **que vous rentrez chez vous plus détendu et plus joyeux que vous n'êtes venu!**

II. Echos du quotidien politique

Peu avant Noël, j'ai ouvert le quotidien "Tages-Anzeiger" – vous voyez, Mesdames et Messieurs, que je ne lis pas seulement les bons journaux – et je suis tombé sur l'article d'un journaliste désespéré:

"L'air du temps vire à droite

La gauche est plus ébranlée qu'elle ne veut bien l'admettre. Les Verts ne jouent plus aucun rôle pour le moment. Eveline Widmer-Schlumpf est partie, le PBD est en cours de dissolution, le deuxième conseiller fédéral UDC a été élu avec à peine quelques petits murmures, les finances repassent à la droite, les majorités dans les principales

Discours de l'Albisgüetli 2016

commissions sont aux mains du PLR et de l'UDC, les associations économiques sont en ligne, les médias sont satisfaits."¹

Mais comme tout ce qui vient de la gauche, cette jérémiade est elle aussi infondée.

L'automne électoral 2015 a certes secoué nos adversaires politiques: **attaquée violemment par tous les autres partis, l'UDC a remporté une magnifique victoire électorale le 18 octobre 2016.**

De ce point de vue donc, c'est exact: jamais depuis que la Suisse connaît les élections à la proportionnelle, un parti n'a obtenu 29,4% des suffrages. Un résultat que l'on peut qualifier d'historique – du moins jusqu'aux élections de 2019.

C'est réjouissant: les citoyennes et citoyens commencent à comprendre que **l'époque des rêveries politiques est définitivement révolue.** La réalité réclame ses droits. On ne peut plus enjoliver des mauvaises situations, voire carrément nier les problèmes. **Les citoyennes et citoyens se sont tournés vers l'UDC, le parti qui a les pieds sur terre.**

Mais, Mesdames et Messieurs, **nous ne réagissons pas à cette victoire électorale en triomphant, mais en réfléchissant et en craignant** qu'une fois de plus la volonté des citoyens ne soit pas satisfaite malgré ce résultat électoral.

Car, Mesdames et Messieurs, tous nos parlementaires élus auront-ils la force, le courage, la puissance de travail et le dévouement pour enfin répondre à ces appels réclamant plus de liberté?

Les attaques de nos adversaires ne me font pas peur, nous y sommes habitués: elles se sont poursuivies aussi avant les élections et cela ne changera certainement pas après les élections. L'UDC résistera et continuera son chemin comme elle l'a toujours fait. Les citoyennes et les citoyens ne se sont pas laissé dérouter malgré la

¹ Philipp Loser: Der Zeitgeist ist rechts. dans: „Tages-Anzeiger“ online, 23.12.2015, cf. www.smd.ch/SmdDocuments/?aktion=protectedDocumentsDownload&userInterface=SMD+Search+V7&an=JM20151224001700122&view=XHTML&newLocale=de. Traduction de l'allemand

Discours de l'Albisgüetli 2016

mobilisation anti-UDC non seulement des autres partis, mais aussi des maisons d'édition de journaux, de la télévision d'Etat et de la radio d'Etat. Ils ont donné leur voix à la politique solide et fiable de l'UDC.

Mais, Mesdames et Messieurs, il ne faut pas que nous portions la tête haute pour autant. Ce n'est pas par gratitude que les gens ont voté pour nous. Contrairement à ce qu'on dit, les élections ne sont jamais une récompense. Les électeurs sont beaucoup plus égoïstes que cela. Ils élisent celles et ceux qui leur apportent quelque chose et exigent que les promesses électorales soient tenues. Il n'y a pas beaucoup de place pour les carriéristes en politique et les girouettes. Rappelons-nous:

Les électrices et électeurs attendent une politique garantissant la liberté des hommes et des femmes qui s'engagent pour la Suisse et qui font avancer leur pays. Les Suissesses et les Suisses veulent qu'on défende à nouveau leurs intérêts et non pas ceux de n'importe qui dans le monde. Ils ont le droit d'exiger la liberté et la sécurité. Ils veulent façonner eux-mêmes leur avenir. C'est précisément dans ce but que l'UDC a reçu un mandat le 18 octobre 2015.

Nous prenons acte avec soulagement et confiance que **l'UDC est revenue au Conseil fédéral avec deux membres qui la représentent pleinement**. A côté d'Ueli Maurer, Guy Parmelin a été élu comme premier représentant UDC de Suisse romande au gouvernement national. **La concordance qu'on a si souvent invoquée ces derniers temps est enfin rétablie. Cela nous donne du courage et nous permet d'espérer un avenir meilleur.**

Oui, quelques signes semblent annoncer un tournant positif de l'air du temps.

Écoutons ce qu'a écrit à ce propos un ancien membre du PS, le célèbre avocat d'affaires Peter Nobel: *"Autrefois, nous (il entend les Suisses) avions une certaine tendance à freiner et nous refusions de participer à certaines actions. Aujourd'hui, des représentants de la Suisse approuvent sans réfléchir les développements internationaux les plus stupides – par exemple en ce qui concerne la réglementation des impôts. Pire, ces gens marchent drapeau au vent au premier rang et demandent dévo-*

Discours de l'Albisgüetli 2016

tement: que pouvons-nous encore pour vous? (...) Nous avons une meilleure réputation quand nous parlions moins de notre réputation. (...) Aujourd'hui, on semble croire que c'est en nous alignant le plus possible que nous obtiendrons la meilleure réputation. La Suisse pratique une politique à très courte vue en cherchant à faire plaisir à tout le monde."

Voilà ce que disent même des gens de la gauche politique! Même parmi ceux qui, il n'y a pas longtemps, approuvaient toutes les soumissions et genuflexions. Je ne sais pas s'ils pensent réellement ce qu'ils disent ou s'ils ne parlent ainsi que pour répondre à l'air du temps. Mais au moins n'osent-ils plus dire ce qu'ils disaient autrefois.

Écoutons encore Peter Nobel: *"Nous avons cédé trop rapidement et sur trop de points aux Américains sans obtenir la moindre contrepartie. J'estime donc qu'il est bon que le nouveau ministre des finances soit un conseiller fédéral plus résistant que la femme qui l'a précédé."*² Vous le voyez, Monsieur le Conseiller fédéral Ueli Maurer, **une grande tâche vous attend puisque même des gens de gauche comptent sur vous!**

Mesdames et Messieurs, c'est précisément au département des finances qu'il y a beaucoup à faire. Il est grand temps d'y remettre de l'ordre, de mettre un terme aux hausses des impôts et redevances! Il s'agit enfin de débarrasser l'administration fédérale de sa graisse inutile et de réduire réellement les coûts au lieu de leurrer le peuple avec des prétendus programmes d'économie alors que les dépenses augmentent sans cesse.

² „Die Schweizer verlieren ihren Widerstandsgeist“ (Les Suisses perdent leur esprit de résistance). La grande interview de Peter Nobel. Dans: "Schweiz am Sonntag", 27.12.2015, p. 12. Traduction de l'allemand

Discours de l'Albisgüetli 2016

III. Allocution du Président de la Confédération

Monsieur le Président de la Confédération, j'ai écouté votre allocution du Nouvel An dans ma voiture. Votre discours pour les "Chères Concitoyennes et Chers Concitoyens" commence comme suit: "**Je suis au bord du Rhin, sur sol suisse, à la frontière vers notre voisin.**"

Je n'en croyais pas mes oreilles! Le président de la Confédération qui ose prendre le mot de frontière à la bouche. Ce terme était pourtant honni depuis 1989, depuis l'euphorie de la chute du Mur de Berlin. Les frontières appartenaient au passé. Aujourd'hui, alors que la réalité a écarté les rêveries d'une Europe sans frontière, ce mot revient et on en comprend mieux le sens profond. Mais, Monsieur le Président de la Confédération, nous vous en conjurons: **des frontières n'ont un sens que si on les protège.** Sans frontières protégées il n'y a plus d'Etat. Nos frontières ne s'opposent pas à notre liberté, **mais au contraire elles en sont la condition.**

Que cela signifie-t-il face à ces masses de clandestins qui affluent **sans obstacle** dans notre pays? Au lieu de migrants clandestins, on les appelle désormais réfugiés pour cacher par un semblant de chaleur humaine l'incapacité de protéger les frontières. Quand la Berne fédérale s'éveillera-t-elle?

Le nombre de requérants d'asile a atteint un sommet avec 40 000 et, nous autres citoyens, nous tolérons silencieusement ces abus alors que nos responsables politiques sont responsables de ce chaos. Cette situation n'est pas la conséquence d'une crise de réfugiés, mais elle s'explique par une **crise d'autorité du gouvernement.**

Ce chaos augmente le risque d'attaques terroristes et d'une lourde criminalité. Les événements de Cologne et d'autres villes européennes, et même de villes suisses ouvriront-ils enfin les yeux des responsables politiques? Et face à ces dangers, notre armée doit se contenter de ressources minimales. Je le répète:

Discours de l'Albisgüetli 2016

Un pays qui n'est pas capable de protéger ses frontières, pire qui n'a même pas les moyens de contrôler ses frontières, est un pays qui s'abandonne.

Comment expliquer que même en décembre dernier l'UDC était seule à réclamer des contrôles de personnes aux frontières suisses?

Avant les élections, soit le 20 septembre 2015, le président du Parti libéral-radical déclarait encore: "Nous devons contrôler nos frontières."³ Mais après les dernières élections, le PLR a voté au complet avec la gauche contre le contrôle des frontières. Vous le voyez, Mesdames et Messieurs: avant les élections ce n'est pas après les élections!

Nous songeons également à l'immigration de masse toujours aussi insupportable: même durant ladite année de crise 2015, la Suisse a une fois de plus été inondée par environ 75 000 immigrants supplémentaires. Une nouvelle ville de la taille de celle de Schaffhouse! Et cette immigration de masse perdure alors que le peuple et les cantons ont dit non à ce développement fatal lors d'une votation constitutionnelle.

Cette immigration nous a procuré un chômage record de 3,7% et même de 7,3% chez les étrangers. En chiffres absolus, près d'un chômeur sur deux est étranger!

Cessons donc de nous réclamer constamment des accords de Schengen/Dublin. "Schengen/Dublin est mort", a dit la chancelière allemande Angela Merkel. La Suisse est bientôt le seul pays d'Europe qui ne contrôle pas ses frontières.

Les mesures d'accompagnement avec des conventions collectives de travail, des prescriptions bureaucratiques et des commissions de surveillance qui ressemblent à un système de corruption nuisent au modèle à succès que représente notre marché du travail libéral.

³ „Wir müssen unsere Grenzen kontrollieren“. dans: „Tages Anzeiger online“, 20.9.2015.

Discours de l'Albisgüetli 2016

Vous, Monsieur le Président de la Confédération, vous avez constaté à juste titre dans votre allocution du Nouvel An:

"De nombreux événements qui se sont produits l'an passé nous inquiètent."

C'est vrai, Monsieur le Président, il y a eu beaucoup d'événements inquiétants en 2015!

Nous pensons avec horreur à ce flot de nouvelles lois qui a submergé les citoyens suisses le jour même de votre allocution: **428 décrets, dispositions constitutionnelles, lois et ordonnances nouveaux ou modifiés sont entrés en vigueur durant la journée du 1^{er} janvier 2015. A elle seule, la liste des nouvelles ordonnances et lois couvre 58 pages imprimées.**⁴

Mesdames et Messieurs, il s'agit là de **restrictions de la liberté, de régulations, de bureaucratisations, de hausses des impôts et redevances.**

Quelles en sont les conséquences?

Quelques exemples:

- **La réduction du taux maximal des crédits à la consommation à partir du 1^{er} juillet 2016**
- Une décision à rebours du bon sens économique qui entrave un marché du crédit fonctionnant parfaitement et qui exclura des groupes entiers de personnes de ce type de crédit. Parallèlement, les banques centrales font marcher leurs planches à billets pour encourager l'octroi de crédit à des particuliers.
- Ou songeons à la modification de l'ordonnance sur le CO₂ qui **fait passer de 16 à 22 centimes la taxe** par litre d'huile de chauffage, soit **une hausse du prélèvement de 37%!**

⁴<https://www.admin.ch/opc/de/stats/inforce/2016/1.html>

Discours de l'Albisgüetli 2016

- Le citoyen fait la même expérience pour le prix de l'électricité, car la **rétribution des injections d'électricité à prix coûtant**, conséquence du tournant énergétique insensé que le Parlement a approuvé contre la volonté de l'UDC, a été portée de 1,1 à 1,3 centime par kilowattheure, ce qui fait une **augmentation de près de 19%!**
- Et qu'est-ce qui se cache derrière ladite "**ordonnance sur la surveillance de l'assurance-maladie**"? Elle alourdit massivement la bureaucratie et multiplie les interventions de l'Etat dans la gestion d'entreprise.
- Dès cette année, **les paiements en espèces seront restreints.**

Je pourrais poursuivre pendant des heures pour citer tous les événements qui se sont passés et qui nous inquiètent. La liste des projets d'interventions étatiques annoncés pour 2016 est longue.

Mais je m'arrête là, sinon je vais être malade et, vous aussi, vous y perdriez votre appétit alors qu'un bon repas nous attend.

Le fameux glissement à droite sera-t-il assez fort pour qu'on **dise enfin non**? Le bilan de la première session parlementaire après les élections n'a malheureusement pas de quoi rendre optimiste.

Je veux bien: on a aperçu une petite lueur:

Au moins le Parlement a-t-il enterré le contreprojet à l'initiative populaire "**Economie verte**". Mais 43 votes ont été une fois de plus dominés par l'alliance contre nature entre le PLR, le PDC et le PS contre l'UDC. Ainsi, cette politique insensée se poursuit. L'UDC était seule à s'opposer.

Monsieur le Président de la Confédération, vous avez dans votre allocution du Nouvel-An appelé le peuple suisse **à faire à nouveau preuve de courage, à faire confiance au lieu de se méfier**. Vous avez fort justement constaté qu'il fallait se souvenir de ses propres forces dans les situations difficiles.

Discours de l'Albisgüetli 2016

Oui, nous autres gens de l'UDC, nous avons une grande confiance dans les forces de la Suisse.

La confiance est un bien précieux. Mais voilà: comment gagner la confiance? Mon expérience de père ayant éduqué des enfants, d'industriel, de commandant militaire et d'élu politique durant de nombreuses années m'a appris une chose : **il ne sert à rien de prêcher, d'ordonner ou de commander la confiance. On ne gagne la confiance que par un comportement digne de confiance.**

Une confiance gagnée de cette manière n'est pas si facile à détruire. Même pas par les critiques les plus virulentes. L'UDC en fait constamment l'expérience: mêmes les attaques salissantes d'une presse uniforme, même l'attitude anti-UDC quasi militante de la radio et de la télévision d'Etat SSR n'ont pas nui à la confiance dont jouit notre parti. Pourquoi? Parce que nous nous sommes toujours et partout engagés sans crainte pour la Suisse et son peuple. Le résultat des dernières élections en est une preuve éclatante: **on fait confiance à l'UDC.**

L'UDC continuera-t-elle de mériter la confiance des citoyens? La réponse à cette question dépend uniquement du travail des élus. Les élections de 2019 seront révélatrices. Les attaques ne nous nuisent pas, mais le relâchement, le souci du confort, l'arrogance et l'égoïsme des élus peuvent détruire cette confiance.

Mesdames et Messieurs, nous le savons bien:

Dans presque tous les classements la Suisse est en meilleure position que les autres pays. Pourquoi? Certainement pas parce que les Suisses sont plus performants, plus intelligents et plus créatifs que les autres. Et nos politiques ne sont pas meilleurs non plus que ceux de l'étranger.

Le succès suisse s'explique principalement par la **forme particulière de son Etat** qui a été créé par nos ancêtres. Cet Etat repose sur des piliers solides qui ont fait la preuve de leur utilité dans la réalité de la vie et qui nous ont apporté une paix durable et une prospérité unique.

Discours de l'Albisgüetli 2016

Je veux parler de **l'indépendance, de la démocratie directe, de la neutralité permanente et armée, du fédéralisme, des droits de l'homme et de la liberté, de l'économie de marché libre.**

Or, bien qu'ils soient à l'origine d'une histoire à succès exceptionnelle, ces piliers sont aujourd'hui menacés – menacés plus de l'intérieur que de l'extérieur.

Mesdames et Messieurs, le Conseil fédéral et les représentants du peuple ont prêté solennellement serment il y a quelques semaines sur la Constitution fédérale dont l'article 2 est libellé comme suit: **"La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays."**

Mais que se passe-t-il aujourd'hui? La Berne fédérale est prête à accepter les conditions d'une UE qui veut intégrer la Suisse dans ses institutions. Pour minimiser la chose, on parle d'"accord-cadre", voire de "renouvellement de la voie bilatérale". **En réalité il s'agit, ni plus, ni moins, d'un traité colonial qui mettrait fin à 700 années d'indépendance suisse et qui ferait entrer la Suisse dans l'UE.**

Parallèlement, Mesdames et Messieurs, la politique ne cesse de miner et de restreindre une souveraineté populaire unique au monde.

On place le droit international au-dessus du droit national approuvé par le peuple en ignorant la volonté du peuple. **On refuse d'expulser les étrangers criminels** en ignorant la volonté du peuple. **On refuse de stopper l'immigration de masse** en ignorant la volonté du peuple. La volonté du peuple n'est respectée que si elle est conforme aux intentions de l'autorité.

Mesdames et Messieurs, nous abordons là une question fondamentale concernant notre Etat: qui décide dans notre collectivité?

Sont-ce les politiques, les professeurs, les juges de Lausanne ou de Strasbourg, sont-ce ces congrès internationaux qui foisonnent partout? En Suisse, la réponse à cette question est évidente depuis plusieurs siècles: **l'autorité appartient au**

Discours de l'Albisgüetli 2016

peuple, aux citoyennes et aux citoyens, **au souverain qui constitue l'instance suprême**. C'est lui qui fixe le droit.

Les autorités, donc le parlement, le gouvernement, l'administration et les tribunaux sont tous liés au droit édicté par la majorité du peuple. **L'Histoire nous en a donné la preuve éclatante: le droit et surtout les droits de l'homme sont mieux préservés par la démocratie que par des organes composés de quelques juges dont l'activisme s'alimente du droit international.**

Mesdames et Messieurs, la défense de ces piliers de l'Etat est aujourd'hui le premier devoir des citoyennes et des citoyens. Et ces derniers doivent pouvoir compter sur l'UDC.

Cela ne se discute pas: jamais nous ne tolérerons que le peuple soit privé de son pouvoir et que la Suisse abandonne son indépendance!

Même si le Parlement lui offrait sept sièges au Conseil fédéral, l'UDC continuerait de se battre contre l'abandon des droits populaires et de la souveraineté du peuple.

IV. Que penses-tu de l'économie de marché libre?

Mesdames et Messieurs, l'économie de marché libre participe elle aussi au modèle à succès suisse. La Suisse ne peut pas se permettre d'être simplement égale aux autres. **Elle doit être et rester meilleure.** Il ne suffit pas que nous ayons les mêmes possibilités. Nous avons besoin de plus de possibilités. Nous voulons la qualité suisse et non pas des "standards internationaux" qui sont l'expression de la médiocrité internationale, mais qui semblent avoir fasciné l'ancienne ministre des finances qui n'a cessé d'en parler. **Ou alors voulons-nous aussi admettre les standards internationaux pour les salaires, dans les institutions sociales, dans la santé publique et dans la formation?** Les efforts d'harmonisation internationaux

Discours de l'Albisgüetli 2016

nous poussent dans la médiocrité. En nous alignant, nous nous supprimons nous-mêmes.

Le doux poison du socialisme se répand partout. Au lieu de continuer de cultiver un Etat svelte et efficace, nous répétons les erreurs des autres: réglementations, bureaucratie, interdictions et obligations, prescriptions, redistributions, hausses des impôts et redevances. **Au fur et à mesure que l'Etat devient plus puissant, les citoyennes et les citoyens s'affaiblissent.**

C'est pour de bonnes raisons que les **hausses d'impôts** exigeaient jusqu'ici toujours l'aval du peuple. Désormais, l'administration peut décider selon son bon vouloir d'augmenter les **taxes CO₂**! Les redevances de réception radio et télévision ont été transformées en un impôt indépendant des récepteurs et que le Conseil fédéral peut augmenter comme cela lui plaît.

Lesdites "mesures d'accompagnement" détruisent un autre élément de notre modèle à succès, le marché libéral du travail. Au lieu de défendre la liberté du marché du travail qui nous a été tant utile, les politiques et malheureusement aussi les fonctionnaires des associations économiques misent sur **des salaires minimums fixés par l'Etat, des conventions collectives de travail ayant force obligatoire, des contrôles des salaires, des quotas de femmes, une protection de plus en plus restrictive contre les licenciements.** Ce sont là autant de recettes socialistes qui depuis longtemps ont fait la preuve de leur nocivité. Bref: **nous compromettons le succès de notre économie et le bon fonctionnement de notre marché du travail en misant sur des propositions socialistes qui ont échoué depuis belle lurette.** Nous finirons ainsi par supprimer complètement le modèle à succès suisse.

V. La voie vers la dictature

Mesdames et Messieurs, nous nous réunissons ici pour notre congrès de l'Albisgüetli "au vu des temps difficiles", comme c'est écrit dans le Pacte fédéral de 1291. A

Discours de l'Albisgüetli 2016

l'époque comme aujourd'hui, il s'agit de donner une réponse à la question de fond: **qui commande dans notre pays?**

En voyant à quel point les lois suisses, le régime suisse, le législateur suisse – donc finalement les citoyennes et citoyens – suisses sont chamboulés et réalignés, en voyant les autorités, les tribunaux et surtout les législateurs internationaux et étrangers s'arroger de plus en plus de pouvoir, on arrive forcément à la conclusion suivante:

la Berne fédérale s'est engagée sur la voie de la dictature.

Cela peut vous choquer, Mesdames et Messieurs, mais la situation est sérieuse: que celui qui a des oreilles, écoute, que celui qui a des yeux, regarde: **nous assistons à un coup d'Etat silencieux.**

Le non-respect de la volonté du peuple est devenu une habitude, voire un programme pour l'administration, le gouvernement et la majorité du Parlement.

Le combat acharné que mènent les milieux politiques, les autorités, l'administration et les juges contre l'initiative de mise en œuvre en est un signe évident. **Les autres partis refusent d'expulser les étrangers criminels alors que le peuple et les cantons ont pris clairement cette décision il y a cinq ans déjà.**

La situation s'est aggravée, car les **juges suprêmes du pays** qui sont censés dire le droit ne respectent pas non plus le droit fixé par le peuple et les cantons. **Ils se placent au-dessus du législateur suisse sous le prétexte du droit international.** Pourtant, la Constitution fédérale stipule que **les décisions démocratiques du peuple ont la priorité sur les interprétations juridiques. Les Suissesses et les Suisses ne veulent pas d'un Etat de juges.** Ils savent d'expérience que dans les dictatures les juges sont parmi les premiers à se jeter au cou des détenteurs du pouvoir.

Quelques jugements récents du Tribunal fédéral confirment de manière alarmante ces inquiétudes, notamment **le fatal arrêt du Tribunal fédéral du 12**

Discours de l'Albisgüetli 2016

octobre 2012 concernant l'expulsion d'un trafiquant de drogues macédonien. Par cette décision, le Tribunal fédéral est intervenu pour la première fois directement dans le processus législatif du Parlement. **Plaçant d'une manière générale le droit international au-dessus du droit national** et privant ainsi le peuple souverain de son droit législatif, le Tribunal fédéral s'est érigé quasiment en législateur. **On assiste donc bien à un coup d'Etat, même s'il est silencieux.** L'argument avancé récemment par un juge fédéral en exercice et un juge fédéral à la retraite pour justifier ce mépris de la volonté populaire ne manque pas d'intérêt: il s'agit de s'opposer à la dictature de la majorité (du peuple), ont-ils déclaré⁵. **Il semble que les juges fédéraux veuillent introduire une dictature de la minorité!**

Voyons plus loin: le 26 novembre 2015, le Tribunal fédéral a décidé dans l'idée d'une **"jurisprudence aussi parallèle que possible" de reprendre par principe la pratique de la Cour de justice UE.** En cas de doute, les juges de Lausanne s'alignent donc sur la jurisprudence des juges UE. Ignorant superbement le oui du peuple suisse à l'initiative contre l'immigration de masse, le Tribunal fédéral retient ce qui suit dans sa motivation: *"Le Tribunal fédéral a déjà décidé dans le contexte de l'accord de libre circulation des personnes que celui-ci a la priorité sur le droit national, même si la loi concernant l'accord de libre circulation des personnes s'en écartait volontairement."*⁶

Le peuple, en tant que législateur, n'est donc plus libre, mais doit, selon la volonté du Tribunal fédéral, se soumettre à la volonté de l'UE et non pas au législateur constitutionnel.

La volonté du peuple et la Constitution ne seront donc plus respectées concernant l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE. **Conclusion: nous devons nous veiller non seulement des juges étrangers, mais aussi de nos propres juges!**

⁵ "Schweiz am Sonntag" du 10.01.2016

⁶ Pas de variation dans l'interprétation de l'accord sur la libre circulation des personnes, Arrêt du 26 novembre 2015, Communiqué de presse du tribunal fédéral, cf www.bger.ch/press-news-2c_716_2014-t.pdf

Discours de l'Albisgüetli 2016

Ces constatations confirment l'importance de l'initiative populaire UDC exigeant un article constitutionnel qui donne au droit suisse la priorité par rapport au droit international.

L'indépendance des juges doit être protégée afin que les juges puissent faire ce qu'ils doivent faire et non pas pour leur permettre de faire ce qu'ils veulent.

Les juges ont le droit de dire le droit, mais non pas le droit d'ignorer le droit suisse démocratiquement légitimé.

Le mandat des juges fédéraux ne consiste certainement pas à faire de la politique et à faire cause commune avec d'autres autorités de l'Etat pour saper la Constitution fédérale et lancer un coup d'Etat silencieux.

La tâche première du Tribunal fédéral est de protéger la liberté et les droits des citoyens. Or que fait-il? Il place de sa propre autorité du droit étranger et des juges étrangers au-dessus du droit suisse. Et le plus triste est que l'administration fédérale, le Conseil fédéral, la majorité du Parlement et tous les gouvernements cantonaux participent joyeusement à cette action.

Mesdames et Messieurs, pourquoi les juges fédéraux ne doivent-ils pas **prêter serment** devant leur collège électoral, à savoir l'Assemblée fédérale deux chambres réunies? Il faut que l'UDC dépose une intervention parlementaire réclamant que **tous les juges fédéraux en tant que représentants du troisième pouvoir prêtent serment devant l'Assemblée fédérale deux chambres réunies. Exactement comme les conseillers fédéraux, le chancelier de la Confédération, les parlementaires et, en cas de guerre, le général. Tous les juges fédéraux doivent déclarer devant les 246 représentants du peuple et des cantons "Je jure devant Dieu tout-puissant d'observer la Constitution et les lois et de remplir en conscience les devoirs de ma charge."**

Cette Constitution fédérale comprend notamment l'article 2 qui en définit le but: **"La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays."** Ce serment prêté devant l'Assemblée fédérale interdirait aux juges de représenter les intérêts de l'UE au lieu de ceux de

Discours de l'Albisgüetli 2016

l'UE et de s'arroger fort généreusement des compétences législatives au lieu de s'en tenir à leurs compétences juridictionnelles.

Les élections des juges fédéraux sont aujourd'hui faites à la légère. Il faudrait au moins vérifier auprès de chaque candidat **s'il donne la priorité au droit suisse démocratiquement légitimé ou s'il préfère le droit international ou d'autres principes légaux vagues qui sont dans l'air du temps.** Cet examen est notamment urgent pour les juges du tribunal administratif fédéral, soit en particulier pour les juges qui examinent les affaires d'asile. Ces personnes ignorent systématiquement les termes de la loi sur l'asile qui, par exemple, interdit de donner le statut de réfugiés à des personnes ayant fui la guerre. Le peuple s'est là encore clairement exprimé dans ce sens.

VI. Et la science?

Mesdames et Messieurs, l'administration, le Conseil fédéral, le Parlement et le Tribunal fédéral sont aussi de plus en plus soumis aux pressions de ladite science – notamment des sciences humaines dont les tenants s'efforcent de donner un aspect scientifique à leur idéologie gauchisante. Ces milieux croient avoir le droit de prescrire aux citoyennes et aux citoyens ce qu'ils doivent penser et croire et n'hésitent pas à écarter brutalement toute conviction qui ne leur convient pas. **En fait, ces gens-là ne sont pas des scientifiques, mais des dictateurs pseudo-scientifiques. Cela n'est pas un hasard, car bon nombre d'entre eux ont admiré la pensée totalitaire.** Prenons par exemple Jakob Tanner, historien sociologue et professeur marxiste à l'Université de Zurich, qui, peu avant son départ à la retraite a encore écrit une histoire de la Suisse au 20^e siècle.⁷ Comme je suis intéressé à l'histoire de la Suisse au 20^e siècle, j'ai tenté de lire le livre de Tanner – d'abord le soir, mais je me suis endormi après deux pages. J'ai donc déplacé cette lecture le matin – pour abandonner après trois pages. Ce verbiage sociologique est réellement incompréhensible. Puis j'ai lu le résumé que Tanner a fait de son livre d'histoire en espérant y comprendre au moins quelque chose. Et voici ce que j'ai lu: "*Comme*

⁷ Jakob Tanner: Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert, Munich: Edition C. H. Beck, 2015. Traduction de l'allemand.

Discours de l'Albisgüetli 2016

l'indiquent les citations données au début, la Suisse a formé son image de soi sous la pression de la projection polarisante de stéréotypes étrangers et propres contradictoires. (...) La fiction démocratique de l'égalité a cependant été combinée en Suisse avec une définition fortement exclue du souverain populaire".⁸ Mesdames et Messieurs, on peut aussi s'arroger du pouvoir en s'exprimant de la manière la plus incompréhensible possible afin que tout le monde se croit stupide et ne voit pas qui est le véritable imbécile.

L'Université de Zurich passe en général pour un sommet du monde scientifique de notre canton. Lorsque le recteur Hengartner m'a envoyé ses bons vœux comme à beaucoup d'autres anciens étudiants de l'Université de Zurich, je l'ai remercié et j'ai ajouté: *"J'ai lu aujourd'hui le jugement du tribunal administratif dans l'affaire Mörgeli et j'ai eu honte que de tels dysfonctionnements affectent mon ancienne Université et que la direction de celle-ci n'y réagisse pas. Il ne faudrait pas que notre Université devienne un lieu d'intrigues où l'on démolit ceux qui pensent autrement."*⁹

Un autre exemple:

Un prétendu "scientifique", le professeur Philippe Mastronardi, ancien enseignant de droit public à l'Université de St-Gall, prétend que les statuts de l'UDC sont contraires à la Constitution parce que ce parti ne reconnaît pas un représentant UDC au Conseil fédéral qui a été élu contre la volonté de l'UDC. La motivation de ce "scientifique" est révélatrice – de son propre état d'esprit et de celui d'éventuels candidats sauvages de l'UDC: *"Le candidat membre du parti a d'importants intérêts qui méritent d'être protégés. L'élection au Conseil fédéral est le couronnement d'une carrière politique et constitue pour celles et ceux qui visent la fonction de conseiller fédéral le sens véritable de leur engagement politique durant toute leur vie."*¹⁰

Même ceux qui en doutaient encore comprennent à la lecture de cette motivation combien l'UDC a eu raison d'empêcher dans ces statuts un carriérisme politique

⁸ Jakob Tanner: Langeweile, Vaterlandsliebe und Kuckucksuhren. Dans: Magazin 4/15 de l'Université de Zurich, p. 44.

⁹ Christoph Blocher au prof. Michael Hengartner, recteur de l'Université de Zurich, 18.12.2015.

¹⁰ Philippe Mastronardi: Die SVP-Statuten sind verfassungswidrig. Dans: "Neue Zürcher Zeitung", 3.11.2015, p. 12. Traduction de l'allemand.

Discours de l'Albisgüetli 2016

égoïste. Ce scientifique sait parfaitement que les statuts de l'UDC ne sont pas anticonstitutionnels puisque le Parlement est totalement libre de choisir qui il veut élire. Mais il appartient à l'UDC seule de décider si l'élu est un représentant de l'UDC ou s'il ne l'est pas.

Mesdames et Messieurs, c'est un des côtés plaisants de la Suisse qu'on y trouve régulièrement **des individus qui de leur propre impulsion cherchent à empêcher des abus de pouvoir**. Ainsi, j'ai pu lire soudainement dans un journal¹¹ qu'un scientifique raisonnable, Peter Hettich, professeur de droit public à l'Université de St-Gall, ait décidé, sans aucun mandat, juste par un souci scientifique, de reprocher à son collègue une "affirmation juridiquement fausse". Affirmer que la clause d'exclusion de l'UDC est anticonstitutionnelle, a-t-il écrit, *"c'est dissimuler des objectifs politiques par des arguments pseudo-juridiques"*.¹²

C'est exactement cette tactique-là qui est utilisée contre **l'initiative de mise en œuvre** qui sera soumise au peuple en février prochain. On parle de violation de la Constitution pour cacher que l'on ne veut pas expulser les étrangers criminels et qu'on refuse d'appliquer la Constitution fédérale. On cherche en réalité à faire avaler au souverain le contreprojet que le peuple et les cantons ont rejeté.

Mesdames et Messieurs, les élus politiques prennent sans relâche le chemin de la dictature. Ainsi, la "NZZ", un journal prétendument libéral, a reproduit le 5 janvier 2016 à la page 9 un courrier du lecteur¹³ dans lequel un avocat (!) demande que le conseiller national UDC Hans-Ueli Vogt, professeur de droit privé et de droit économique à l'Université de Zurich¹⁴, soit licencié comme ce fut déjà le cas pour le professeur Christoph Mörgeli.

Et pourquoi l'Université devrait-elle licencier le professeur Vogt? Parce que le professeur Vogt soutient l'initiative pour l'autodétermination qui exige que le droit suisse passe avant les juges étrangers. La motivation avancée est parfaitement dans

¹² Peter Hettich: Verfassungswidrige SVP-Statuten? Dans: „Basler Zeitung“, 18.11.2015, p. 4. Traduction de l'allemand.

¹³ Courrier des lecteurs de Jürg Luginbühl, Zurich

¹⁴ Jürg Luginbühl, Zürich: Mörgeli, die SVP und der Rechtsstaat. Dans: „Neue Zürcher Zeitung“, 5.1.2016, p. 9.

Discours de l'Albisgüetli 2016

la ligne dictatoriale: celui qui place le droit suisse au-dessus de juges étrangers élimine l'Etat de droit, affirme-t-on. Les dictateurs de la vieille école ont toujours placé leur dictature au-dessus des droits du peuple.

Oui, Monsieur le Président de la Confédération, nous n'avons pas de quoi être fiers et, comme vous, nous lançons aux Suissesses et aux Suisses: beaucoup de choses se sont passées l'année dernière en Suisse qui nous inquiètent.

Chez les politiques, les risques de commettre des abus de pouvoir sont particulièrement grands. Ces gens ont tendance à s'ériger en dictateurs lorsqu'une décision du peuple ne leur convient pas. Toute la Berne fédérale refuse obstinément d'appliquer l'initiative UDC pour le renvoi des étrangers criminels, initiative pourtant approuvée par le peuple et les cantons.

VII. L'UDC défend les droits populaires

Mesdames et Messieurs, je le souligne encore une fois: il s'agit ici du fond du problème, de la question la plus essentielle touchant à notre Etat. Et cette question est la suivante: **qui décide dans notre collectivité?**

Sont-ce les politiques, les juges, les scientifiques, les professeurs, sont-ce des juges constitutionnels ou les juges de la Cour de Strasbourg? En Suisse, cette question a reçu une réponse claire en 1848, voire en 1291 déjà: **en Suisse, le pouvoir de décision appartient au peuple qui est souverain et forme l'instance suprême tout en agissant en partie par le biais de ses représentants élus.**

Notre droit est légitimé par la communauté politique des citoyennes et des citoyens, soit par leur majorité. Lorsque la minorité commence à imposer son droit à la majorité, nous sommes en dictature. **La Suisse a fait de bonnes expériences avec le peuple agissant comme organe souverain et suprême.** Notre Constitution

Discours de l'Albisgüetli 2016

impose à l'Etat la protection de la liberté et des droits du peuple. Cela n'empêche pas des politiques de restreindre les droits du peuple par intérêt égoïste.

La démocratie est la meilleure protectrice des droits de l'homme. L'histoire en a donné de multiples preuves. Écoutons à ce propos l'éminent spécialiste de droit public, le professeur Zaccaria Giacometti: *"Les erreurs commises par une démocratie libérale ne pèsent pas lourd face à la liberté. Supports des droits de la liberté et de l'homme, les citoyennes et les citoyens ne peuvent pas être en même temps les ennemis de ces droits."*¹⁵

L'UDC a la lourde tâche de veiller à ce que les politiques ne s'arrogent pas un pouvoir indu pour devenir des dictateurs. **Ces dictateurs ne portent pas d'uniformes, de bottes et d'ordres rutilants. Ils se présentent tout normalement en complet-cravate. Ou avec un sac à main et du rouge à lèvres, car on sait qu'il n'existe pas seulement des dictateurs, mais aussi des dictatrices.**

VIII. Mise en garde devant l'exubérance

Oui, de lourdes tâches attendent l'UDC ces prochaines années. Elle a besoin d'élus qui ne pensent pas à eux-mêmes, mais aux intérêts de la population. Si l'UDC répond aux grands espoirs qui sont fondés en elle, elle sera récompensée par un surcroît d'influence et pourra encore mieux faire valoir ses points de vue. Si elle échoue, elle sera punie lors des prochaines élections et elle pourra moins bien assumer son mandat.

La meilleure chose serait que nos élus politiques se rendent de temps en temps en montagne pour gagner une vue d'ensemble et écouter les avis des simples citoyens. Moi-même j'ai beaucoup appris des appels de nos armaillis.

¹⁵ Zaccaria Giacometti: Die Demokratie als Hüterin der Menschenrechte. Allocution de fête du recteur tenue à l'occasion de la 121^e fête de la fondation de l'Université de Zurich, le 19 avril 1954, cf. www.archiv.uzh.ch/editionen/jahresberichte/Jahresbericht_UZH_1953_1954.pdf (traduction de l'allemand).

Discours de l'Albisgüetli 2016

Par exemple, de ce gardien de moutons d'Uri-Rotstock qui lançait:

**"Wett lieber, Herr, es Schaf wo bocket,
als Bundsröt, wo z'Brüssel hocked."**

(J'aime mieux, Monsieur, un mouton récalcitrant qu'un conseiller fédéral qui s'installe à Bruxelles).

Sur ce bon mot, je nous souhaite à tous plein succès et une bonne année 2016.

Es lebe die Schweiz!

Vive la Suisse!

Viva la Svizzer!